

Ingmar GRANSTEDT

Capitalisme absolu, conscience et dissidence

Réflexions sur le Grand marché transatlantique (TAFTA)

Ingmar Granstedt est l'auteur de *L'impasse industrielle*, Editions A plus d'un titre, 2011 (première édition 1980, Ed. du Seuil) ; *Du chômage à l'autonomie conviviale*, Editions A plus d'un titre, 2011 (première édition 1982, revue Silence) et *De cendres et d'amour. Portrait d'Etty Hillesum. Amsterdam, Westerbork, Auschwitz*, Lethielleux/Groupe DDB, 2011 (première édition 2001, DDB).

Table

Introduction	4
1 – Rétrospective	5
2 – Le moment présent	8
3 – Un totalitarisme d'un genre nouveau	16
4 – L'effacement de la conscience	19
5 – Barbaries	23
6 – Questions à la mouvance écologiste et alternative	25
7 – Commencements... ..	28

Ces pages sont nées du choc que j'ai reçu en apprenant que des négociations sont en cours depuis 2013 entre l'Union européenne et les États-Unis, en vue de créer un « Grand marché transatlantique ». J'ai senti alors que nous venions d'entrer dans une nouvelle époque d'extrémismes. Avec un extrémisme dominant, inédit dans l'histoire humaine.

Ces négociations permettent de comprendre, avec le recul, qu'un seuil décisif a été franchi avec l'énorme crise financière des subprime de 2007-2009. Un seuil qui oblige à repenser d'urgence nos vieilles conceptions et recettes politiques, de droite comme de gauche, au demeurant déjà usées depuis longtemps.

J'ai mis du temps ensuite à expliciter mes impressions premières, mes intuitions, et à revoir et réorganiser en conséquence ma pensée. En voici le résultat provisoire, fondé sur une documentation sérieuse.

A mi-chemin entre le tract et le livre, ces pages sont plutôt un document de travail qui invite à agir. D'où une présentation volontairement schématique, inachevée, avec des paragraphes numérotés et de longueurs très inégales.

Pour prendre une image, ces paragraphes, répartis sur sept petits chapitres, sont comme un itinéraire inhabituel proposé à qui voudrait traverser une grande ville qu'il connaît mal ou qu'il croit bien connaître, pour aller vers une zone au-delà, quelque part à la campagne, pas loin, où il y aurait une étrange liberté. Une ville bruyante et agitée, de plus en plus inquiète pour son futur, où sévissent aussi des trafiquants et d'imprévisibles terroristes et des militaires surarmés, qui captent et enveniment l'esprit de beaucoup de ses habitants.

Que le lecteur, la lectrice que ce document intéresse, s'en saisisse donc et le travaille pour le confronter à l'expérience et en tirer parti. De préférence en groupe, pour en discuter à quelques-uns. Et pour décider ensuite de se mettre ou de se remettre en route. Sachant que, dans cette direction-là, il y a peu de marcheurs, beaucoup trop peu.

RETROSPECTIVE

Depuis une trentaine d'années, le libéralisme ou le « capitalisme ultra » - appelons-le provisoirement ainsi – a repris une vigueur offensive et conquérante partout dans le monde, face à laquelle les populations, les gens en général, ont cédé ou ont été séduits. Mais avec la crise de 2007-2009 et ses suites immédiates, un seuil supplémentaire a été franchi, qui est grave de conséquences.

1.1 – Il est maintenant évident que la gigantesque crise financière des crédits subprime n'est suivie d'aucune remise en cause de la financiarisation de l'économie mondiale, d'aucune limitation du pouvoir des marchés financiers, d'aucune régulation (autre que marginale) des banques et autres institutions financières.

Le sauvetage des banques et les suites de cette crise révèlent au contraire à quel point le pouvoir des Etats est maintenant absorbé par et subordonné à la logique des marchés. Dans son livre *Illusion financière*, Gaël Giraud montre très bien comment les Etats et les banques sont désormais structurellement liés les uns aux autres comme par un élastique : si l'une des parties coule, elle entraîne aussi l'autre dans la noyade. Ce qui donne évidemment aux banques et autres institutions financières un moyen de chantage décisif.

Comme d'autre part aucune banque ne peut dire publiquement qu'elle va mal, de peur de provoquer une ruée aux guichets qui la mettrait en faillite, les banquiers sont obligés de pratiquer toujours le « mensonge structurel par omission » : dire que les problèmes ont été réglés et la normalité rétablie. Et « l'élastique » des montages publics de sauvetage oblige désormais les gouvernants à pratiquer eux aussi ce même mensonge structurel : répéter que les banques sont solides¹.

Ainsi la subordination des Etats laisse-t-elle maintenant la dynamique des marchés à sa course folle et aveugle à travers le monde.

1.2 – C'est ainsi que les marchés financiers ont réussi à retourner à leur avantage la situation catastrophique dans laquelle se trouvaient les banques au moment de la crise de 2007-2009 : profitant de l'aide gigantesque des Etats, ils ont ensuite cloué ceux-ci au pilori en les accusant d'être scandaleusement endettés. Et cela d'autant plus facilement que les taux d'intérêt sur le marché jouent au gonflement mécanique des dettes publiques mal notées.

1.3 – L'évolution en ce sens avait déjà été enclenchée pendant la seconde moitié du 20^e siècle par l'intégration croissante des économies nationales capitalistes à travers les échanges commerciaux internationaux. François Partant, ex-banquier puis économiste et homme de terrain en Afrique notamment, avait déjà analysé, il y a plus de 30 ans, comment la politique de chaque Etat national se trouvait de ce fait de plus en plus obligée de s'aligner sur la logique concurrentielle, de peur que la population de son territoire ne perde en compétitivité, qu'elle ne s'appauvrisse et ne régresse vers un sous-développement relatif. Autrement dit, les Etats nationaux avaient déjà peu à peu perdu la possibilité de définir des projets de société autonomes, originaux, et de les mettre en œuvre. Tous se trouvaient déjà entraînés dans l'obligation de pratiquer de fait la seule politique capable de maintenir leur pays « dans la course », celle du libéralisme. Et cela, quelles que fussent les discours électoraux des partis, ceux au pouvoir comme ceux de l'opposition².

¹ Gaël GIRAUD, *Illusion financière*, Editions de l'Atelier, 2012.

² François PARTANT, *La fin du développement. Naissance d'une alternative ?*, Babel, 1997 (première édition, François Maspéro, 1982), et l'ouvrage posthume, *La Ligne d'horizon. Essai sur l'après-développement*, La

1.4 – A partir des années 1980, commence ensuite le virage ultra-libéral, scandé par ses trois principes : déréglementation, privatisations, réduction des dépenses publiques. C'est l'attaque contre les politiques de régulation économique keynésiennes, contre l'Etat-providence, contre la redistribution de type social-démocrate qui tempère les effets du capitalisme.

Cela commence en fait en Amérique latine. On connaît les programmes de « restructuration » imposés par le Fonds monétaire internationale (FMI) pour forcer ces pays à rembourser leurs dettes. D'où des coupes sombres dans leurs dépenses sociales, des privatisations massives, mais aussi un affaiblissement réel de ces Etats face aux exigences extérieures. (J'y reviens dans le point suivant).

Cela se poursuit ensuite aux Etats-Unis avec Reagan, en Angleterre avec Thatcher. Mais l'Union européenne n'est pas de reste : ses traités successifs finissent par instituer la primauté de la « concurrence libre et non faussée », au point de converger avec l'ultra-libéralisme.

On en arrive ainsi à la déréglementation des banques et au capitalisme financier avec un champ d'action mondial et sans entraves.

1.5 – Mais il faut revenir sur les décennies 1970-80 pour comprendre comment, dans cette évolution, une stratégie perverse a été mise en œuvre par un petit groupe d'idéologues pour gagner en influence et imposer progressivement des conceptions théoriques, abstraites, au détriment de la vie réelle des gens.

Dans *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Naomi Klein³ a magistralement retracé la façon dont le capitalisme ultra, celui prôné par « l'école de Chicago » autour de Milton Friedman et Friedrich Hayek, est parvenu à s'imposer en profitant des dictatures, en Amérique latine d'abord. Il ne s'agit pas d'un complot orchestré par ces économistes à l'idéalisme sectaire, ils n'étaient pas tout-puissants, loin de là, et ils ne sont évidemment pas à l'origine des coups d'Etat et des dictatures sanglantes. Mais ils les ont salué comme des aubaines, de merveilleuses occasions à saisir, et ils l'ont fait. Ils ont exploité cyniquement ces désastres de la démocratie : la population se trouve alors « en état de choc » et privée de réaction, et c'est l'occasion rêvée de lui faire accepter la mise en place brutale de recettes économiques drastiques qu'elle refuserait sinon dans sa grande majorité.

Les « Chicago boys » et leurs émules se sont empressés de les proposer à Pinochet au Chili (1973), à la junte militaire en Argentine (à partir de 1976), de même qu'aux dirigeants de pays en grave crise politique comme la Bolivie (en 1985), la Pologne (en 1988-89), et même la Chine. M. Friedman avait été invité par les dirigeants chinois en 1980 et à nouveau en 1988, quelques mois avant l'occupation de la place Tien An Men par les opposants. La répression brutale leur donna l'occasion, dit Naomi Klein, d'appliquer à la Chine le modèle du Chili sous Pinochet : « la liberté des marchés conjuguée à un contrôle politique autoritaire imposé au moyen d'une répression impitoyable »⁴.

En Grande Bretagne, Margaret Thatcher, grande admiratrice de l'expérience chilienne, avouait à Friedrich Hayek que ce programme n'était applicable que très lentement dans un pays démocratique comme le sien. Mais la guerre des Malouines en 1982 lui donna la popularité et le rapport de forces qui lui manquaient : en 1984, elle réprima la grève des mineurs avec une telle brutalité que le puissant syndicat des mineurs en sortit K.O. Et la voie était ouverte pour le changement de cap dont elle devint la figure de proue en Europe⁵.

Aux Etats-Unis, Ronald Reagan fit de même après avoir licencié en bloc les 11400 contrôleurs aériens en grève.

Si on regarde maintenant rétrospectivement les décennies écoulées, on voit, me semble-t-il, comment l'énorme crise financière de 2007-2009 a pu être retournée par les marchés financiers contre le pouvoir autonome des Etats, c'est-à-dire le peu qui leur restait. Il est évident que les banques et autres institutions financières n'ont pas concocté secrètement cette crise d'ampleur mondiale où au moins 25

Découverte, 1988.

³ Naomi KLEIN, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Leméac /Actes Sud, 2008.

⁴ Naomi KLEIN, p. 228. Pour chacun des pays cités et d'autres encore, voir les chapitres respectifs dans *La stratégie du choc*

⁵ Naomi KLEIN, p. 163-175.

mille milliards de dollars de capitalisation boursière ont disparu (près de dix fois le PIB français). Mais étant donné le rapport de forces que la crise a révélée (voir les points ci-dessus) et l'état d'incertitude hébétée dans laquelle les populations se sont trouvées, elles ont agi conformément à ce qui s'est peu à peu imposé comme la *doxa* et le fonctionnement institué : c'était une aubaine, l'occasion pour les conceptions les plus ultra du capitalisme de s'imposer encore plus, et cette fois non pas dans un seul Etat à la fois mais plus globalement, à l'échelle mondiale.

Dans cette perspective, voilà un « choc » d'ampleur mondiale dont il faut profiter au maximum pour imposer encore plus de dérégulation, encore plus de réduction des dépenses publiques, encore plus de privatisations. Les gouvernements ne pourront que céder. Déjà convaincus, par idéologie ou par nécessité, qu'il n'y a pas d'autre politique possible au niveau national que de se soumettre aux exigences de plus en plus dures de la compétitivité dans une foire d'empoigne élargie au monde, la Commission de l'UE, les gouvernements et tous les partis d'opposition susceptibles d'accéder au pouvoir par des élections, qu'ils soient de droite, de gauche, voire écologistes, ne pourront que céder et emboîter le pas. S'ils ne le font pas, les marchés financiers les sanctionneront aussitôt : leur dette publique explosera. (Voir la Grèce, l'Espagne, l'Italie, etc.)

Le désastre qu'a provoqué la crise des crédits *subprime* a ainsi été retourné en offensive de grande envergure pour paralyser encore plus les vellétés de pouvoir autonome des Etats nationaux et imposer encore plus aux populations de vivre dans et selon les seules lois du marché globalisé, sans frontières.

LE MOMENT PRESENT

2.1 – Ce qui est en train de se préparer maintenant confirme que cette vaste offensive continue et même se renforce.

En juillet 2014, après plus de dix ans de résistance aux pressions de l'Union européenne, seize pays d'Afrique de l'Ouest et sept de l'Afrique australe ont signé deux Accords de partenariat économique avec l'Union européenne (UE-AO et UE-AA), qui instaureront le libre échange quand il sera ratifié.

En septembre 2014 a été signé l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, dont les négociations avaient commencé en mai 2009.

Depuis février 2012, cinquante Etats, dont ceux de l'Union européenne, discutent à Genève pour aboutir à un accord sur le commerce des services (ACS), espéré en 2015. Les objectifs sont d'accélérer la privatisation des services, de garantir le libre accès des investisseurs étrangers au marché des services, que chaque pays accorde à tout fournisseur de service étranger le même traitement qu'à ses fournisseurs nationaux (dans l'éducation, par exemple), d'interdire les monopoles publics et même le retour dans la sphère publique après une privatisation (la distribution de l'eau, par exemple), de supprimer les obligations de service universel (ce qu'un Etat estime devoir faire bénéficier à toute sa population : santé, poste, etc.), de déréglementer encore davantage les services financiers (mais oui!)⁶.

Négocié depuis 2010 entre 12 pays d'Asie, d'Océanie et d'Amérique, dont les Etats-Unis bien sûr, l'Accord de partenariat transpacifique (APTP ou TPPA) est en cours de ratification (mais 3 pays ne l'ont pas signé).

Enfin, depuis juillet 2013, des négociations capitales sont en cours entre l'UE et les Etats-Unis pour créer un « Grand marché transatlantique » (GMT), et ce qu'on peut en savoir est le plus parlant. Ces négociations devraient se terminer fin 2015 ou 2016 et être suivies par les procédures de ratification dans chaque Etat. Cette ratification sera longue et pourrait ne pas aboutir si la mobilisation devenait massive dans toute l'Europe, ce qui est à souhaiter. Pour des raisons qui apparaîtront plus loin, je crains cependant que ce ne soit pas le cas. C'est pourquoi il est urgent de comprendre ce que cela implique déjà maintenant.

Lori Wallach, directrice de Public Citizen's Global Trade Watch à Washington DC, en donne un sinistre aperçu dans un article de novembre 2013 du *Monde diplomatique*, « Le traité transatlantique, un typhon qui menace les Européens ». Robert Joumard aussi, dans une excellente synthèse de 81 pages de novembre 2014, *Traités de libre-échange : citoyens bafoués, multinationales souveraines*⁷, où il analyse aussi tous les autres accords ou traités mentionnés ci-dessus (parmi les 165 sources qu'il a consultées, on trouvera plusieurs sur lesquelles se fonde aussi Lori Wallach).

Les appellations de l'accord UE-Etats-Unis en discussion varient encore, puisque les négociations sont secrètes et que l'accord n'est pas encore conclu : GMT, PTCI, TTIP, TAFTA,... Lori Wallach a choisi APT pour Accord de partenariat transatlantique. Je citerai plusieurs fois cet article avec la référence simplifiée : L.W.

L'espoir caressé de part et d'autre par les multinationales et les organisations professionnelles patronales dans les négociations en cours, c'est de *porter l'estocade décisive au pouvoir de légiférer des gouvernements*, y compris de la Commission de l'UE et de l'Etat fédéral américain, en créant le droit

⁶ Raoul Marc JENNAR, « Cinquante Etats négocient en secret la libéralisation des services », *Le Monde diplomatique*, septembre 2014, p. 12-13.

⁷ Ed. Attac Rhône, Lyon, 5 nov. 2014, <http://local.attac.org/rhone/spip.php?article1860>. Voir aussi Attac « Guide de navigation pour affronter le grand marché transatlantique », www.france.attac.org et « Le grand marché transatlantique : de quoi s'agit-il ? » <https://www.collectifstoptafta.org>

pour les entreprises de les attaquer en justice et obtenir dédommagement, si une loi nouvelle vient perturber leurs seules *prévisions (!)* de bénéfices après investissement. (Si la Commission et l'administration Obama entament et soutiennent ces négociations, c'est parce que, dans l'optique du libéralisme dur qui s'est imposée, chaque partie espère que sa croissance économique y sera gagnante.)

Il s'agit d'un système de justice privé qui existe déjà, appelé « mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etat ». Privé, parce que formé de trois arbitres qui ne sont pas des magistrats professionnels mais des avocats d'affaires, et qui sont choisis, l'un par la multinationale plaignante, l'autre par le gouvernement accusé, le troisième (le président) par les deux parties en commun. Seules les entreprises ont le droit d'attaquer ainsi les Etats pour préjudice. La réciproque n'existe pas. Les délibérations se font en général à huis clos et les sentences restent confidentielles, sauf consentement des parties. Les indemnités à payer s'imposent à l'Etat s'il est condamné. Il ne peut pas faire appel. Robert Joumard estime qu'il serait donc plus exact de parler de « cour de justice privée pour régler les différends des multinationales envers les Etats ». (Pour plus de précisions sur ce système d'arbitrage « investisseurs contre Etats », voir R. Joumard, document cité, p. 45-57).

L'extension de ce système avait déjà été tentée lors des négociations secrètes de l'OCDE entre 1995 et 1997, en vue d'un accord multilatéral sur l'investissement (AMI), accord qui a capoté après la divulgation du contenu et la vague de protestations qui a suivi. Depuis, c'est seulement l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui est habilitée à intenter ce genre de procès aux Etats, pas les entreprises.

Mais en catimini, dit Lori Wallach, Washington a signé plusieurs accords commerciaux restaurant ce système de procès « investisseur contre Etat » devant ces « tribunaux » très spéciaux. En vertu de ces accords, « *400 millions de dollars sont passés de la poche du contribuable à celle des multinationales pour cause d'interdiction de produits toxiques, d'encadrement de l'exploitation de l'eau, du sol ou du bois, etc. Sous l'égide de ces mêmes traités, les procédures actuellement en cours – dans des affaires d'intérêt général comme les brevets médicaux, la lutte antipollution ou les lois sur le climat et les énergies fossiles – font grimper les demandes de dommages et intérêts à 14 milliards de dollars* ».

Dans la même optique, Veolia a déjà engagé des poursuites contre l'Egypte pour avoir augmenté (de 41 à 72 euros par mois) le salaire minimum dans les entreprises étrangères, et le groupe américain Renco contre le Pérou pour une loi limitant des émissions toxiques. De même, « *le fournisseur d'électricité suédois Vattenfall réclame plusieurs milliards d'euros à l'Allemagne pour son "tournant énergétique", qui encadre plus sévèrement les centrales au charbon et promet une sortie du nucléaire* ». Face aux sommes réclamées, des gouvernements « *préfèrent souvent négocier avec le plaignant que plaider leur cause au tribunal. L'Etat canadien s'est ainsi épargné une convocation à la barre en abrogeant hâtivement l'interdiction d'un additif toxique utilisé par l'industrie pétrolière* » (L.W.). Depuis 2000, le nombre d'affaires soumises à ce système d'arbitrage a été multiplié par dix, avec un nombre record en 2012.

La nouveauté des négociations en cours pour l'APT (ou TAFTA) serait de généraliser ce système entre les Etats-Unis et l'UE. Mais aussi d'obliger de part et d'autre les Etats à éliminer de leur législation tout ce qui est matière à de navrantes « *discordes commerciales* » en vue d'une saine « *convergence régulatoire* ». Y poussent des deux côtés de l'Atlantique de très puissants lobbies, groupements professionnels (comme l'Association des banques allemandes, opposée à toute velléité américaine de réguler timidement la finance), de puissantes organisations patronales et forums permanents américano-européens (comme le Trans-Atlantic Business Council, créé en 1995 sous le patronage de la Commission de l'UE et du ministère du commerce américain).

De l'aveu même des artisans de l'APT (ou TAFTA), l'objectif premier est d'imposer « l'élimination, la réduction ou la prévention de politiques nationales superflues ». C'est-à-dire, précise Lori Wallach, « tout ce qui ralentit l'écoulement des marchandises, comme la régulation de la finance, la lutte contre le réchauffement climatique ou l'exercice de la démocratie ».

Pour prendre la mesure de ce que signifierait le droit des entreprises d'intenter procès aux Etats devant une juridiction spéciale, il faut savoir que « *trois mille trois cents entreprises européennes sont présentes sur le sol américain par le biais de vingt-quatre mille filiales, dont chacune peut s'estimer fondée un jour ou l'autre à demander réparation pour un préjudice commercial. Un tel effet d'aubaine*

dépasserait de très loin les coûts occasionnés par les traités précédents. De leur côté, les pays membres de l'Union européenne se verraient exposés à un risque financier plus grand encore, sachant que quatorze mille quatre cents compagnies américaines disposent en Europe d'un réseau de cinquante mille huit cents filiales. Au total, ce sont soixante-quinze mille sociétés qui pourraient se jeter dans la chasse aux trésors publics » (L.W.)

Depuis que les milieux de la finance déréglementée et globalisée ont spectaculairement retourné le rapport de forces en leur faveur après avoir été sauvés par l'intervention gigantesque des Etats en 2008-2009, réussissant à tétaniser ceux-ci à travers leur endettement, on imagine mal des gouvernements légiférer au risque de devoir indemniser à chaque fois un nombre élevé d'investisseurs internationaux pour *bénéfices escomptés non réalisés* !

Contrairement à certains pays en voie de développement, l'Union européenne et les Etats-Unis ont des systèmes juridiques suffisamment fiables pour garantir les investisseurs contre des spoliations pures et simples. Mais « *en les plaçant malgré tout sous la tutelle de tribunaux spéciaux, l'APT démontre que son objectif n'est pas de protéger les investisseurs, mais bien d'accroître le pouvoir des multinationales* » (L.W.).

2.2 – On voit que les forces les plus puissantes et les plus influentes aujourd'hui veulent aboutir à un espace mondial de plus en plus uniforme, purement concurrentiel. Et qu'elles en ont désormais les moyens. Dans cet espace, les Etats-providence seraient arasés, législations et réglementations réduites au minimum et alignées au plus bas, pour donner le maximum de flexibilité, de fluidité, voire d'instantanéité aux investissements, aux affaires, aux mouvements commerciaux. C'est le culte de la vitesse, du chamboulement accéléré, de la guerre de mouvement incessante sur un échiquier mondial sans entraves, de plus en plus « lisse »...

Une indication supplémentaire en ce sens : depuis quelques années, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) est chargée d'accompagner cette évolution rapide. Les douaniers sont déjà devenus des « facilitateurs de fluidité » commerciale, pour soutenir, dit-on, la compétitivité des entreprises. En France, comme dans les autres pays européens, ils ne contrôlent plus que 2 % à peine des conteneurs qui entrent et moins de 1 % de ceux qui sortent. Au gigantesque port de porte-conteneurs du Havre, ce sont des logiciels qui analysent les documents informatisés des entreprises. Entre la déclaration informatisée de l'importateur et le « bon à délivrer », ces logiciels ne laissent que quatre minutes et quarante-six secondes aux douaniers assis devant leur écran pour intervenir, s'ils découvrent une anomalie.

Les douaniers sont maintenant chargés d'une mission nouvelle qui se situe moins du côté du pouvoir régalien de l'Etat et plus du côté du service aux entreprises : faire des audits auprès des entreprises pour leur accorder une procédure simplifiée de passage en douane. Avec ce statut, leur conteneur peut partir sur le camion deux heures après le déchargement sur le quai.

L'OMD met en œuvre cette « fluidité » au fur et à mesure que les pays signent des accords en ce sens, et ils sont très nombreux⁸.

2.3 - Au plan écologique, ce capitalisme ultra s'accroche à un *intégrisme techno-scientifique*. Il nie qu'il y ait de graves problèmes écologiques, un réchauffement climatique, des pollutions graves, voire des dangers pour la santé, etc., et cherche à faire abolir les lois et règlements à visée écologique et sanitaire. Dans les négociations sur l'APT (TAFTA), deux groupes de pression de l'industrie américaine de la viande, par exemple, veulent obtenir la suppression des règles européennes qui interdisent les poulets désinfectés au chlore et la ractopamine, médicament qui fait gonfler la teneur en viande maigre chez les porcs et les bovins et qui est banni dans 160 pays (L.W.). Pour sa part, la Biotechnology Industry Organization, dont fait partie Monsanto, veut que soit comblé, dit-elle, « *le gouffre qui se creuse entre la dérégulation des nouveaux produits aux Etats-Unis et leur accueil en Europe* » (L.W.).

Si ce capitalisme ultra reconnaît parfois certains problèmes, la solution réside toujours dans encore plus de technologies de puissance, encore plus de techno-science, sans jamais questionner les modes de pensée qui sont à la base de cette façon de penser et d'agir. Cet intégrisme relance au contraire l'hubris, la

⁸ Christophe VENTURA, « Que sont les douaniers devenus... », *Le Monde diplomatique*, octobre 2013, p. 6-7.

course à la démesure.

C'est le cas, par exemple, dans le forcing sur les forages de gaz et pétrole de schistes aux Etats-Unis, l'exploitation des sables bitumineux au Canada, les projets d'exploitation des hydrocarbures dans l'Arctique depuis que la calotte glacière fond et se rétrécit. Le « Drill, baby, drill ! » de l'ex-candidate républicaine à la vice-présidence, Sarah Palin, exprime crûment cet intégrisme agressif.

2.4 – Contrairement à la pensée courante et aux slogans qui l'accompagnent, ce capitalisme-là n'a pas besoin de la démocratie, il peut très bien s'en passer.

a) Il peut considérer la suppression de la démocratie, on l'a vu, comme une excellente aubaine pour s'implanter ou se renforcer (voir 1.5 et Naomi Klein).

b) Au bout de quelques décennies de pratiques de ce genre, il n'est pas surprenant que les actuelles négociations internationales sur l'APT (ou TAFTA) se déroulent à huis clos, de façon à plus sûrement pouvoir en imposer les accords par la suite. Pas question de reproduire les « erreurs » des négociations sur l'AMI en 1997 et sur la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) en 2001, qui ont échoué peu avant d'aboutir quand leur contenu a fuité dans la presse ! *« Parce qu'elles visent à brader des pans entiers du secteur non marchand, écrit L.W., les négociateurs de l'APT et du TPP se déroulent derrière des portes closes. Les délégations américaines comptent plus de six cents consultants mandatés par les multinationales, qui disposent d'un accès illimité aux documents préparatoires et aux représentants de l'administration. Rien ne doit filtrer. Instruction a été donnée de laisser journalistes et citoyens à l'écart des discussions : ils seront informés en temps utile, à la signature du traité, lorsqu'il sera trop tard pour réagir. »* (Les sources de Lori Wallach sont les publications et les documents préparatoires où les organisations participant aux négociations exposent leurs exigences.)

Même le mandat de la Commission européenne à ses négociateurs devait rester secret et l'est longtemps resté. Raoul Marc Jennar a cependant réussi à en obtenir le texte en anglais et en a fait une traduction officieuse commentée⁹. Face aux critiques de plus en plus insistantes, la Commission a fini par céder et rendre le texte public en octobre 2014.

c) Au fur et à mesure que le « tout marché », le « tout privé » et la dérégulation ont pris le dessus, au point d'englober les Etats dans cette logique, la fonction de gouvernement des pouvoirs politiques s'est modifiée. Elle consiste de moins en moins à agir sur les *causes* des grands problèmes de société et de plus en plus à agir sur leurs *effets*. Agir sur les causes suppose de les soumettre à l'analyse collective et au débat, pour les connaître et en évaluer la gravité, puis à faire des choix proprement politiques en fonction des valeurs et du type de société auxquels aspire la majorité, et enfin à mettre en œuvre des décisions politiques pour supprimer les causes et, par là, leurs effets. Mais si les causes sont dues au libéralisme ultra triomphant, il n'est évidemment pas question d'y toucher, et les Etats en ont perdu le pouvoir. Et de toutes façons, il est entendu que la meilleure solution des problèmes viendra toujours des marchés, du libre jeu de la concurrence « non faussée ».

Il reste aux Etats à agir sur les seuls *effets*, avec l'avantage pour eux qu'ils se prêtent mieux à être *manipulés*, d'autant mieux que la diversité des technologies disponibles explose. Les gouvernements n'agissent pas sur les causes du chômage, mais tripotent à l'infini les modalités de sa gestion. Ils n'agissent pas sur les causes du mal-être des jeunes des quartiers de banlieue, mais redéfinissent les missions de la police, mettent en place de nouvelles techniques de surveillance. Ils n'agissent pas sur les causes des migrations, mais mettent en place barrières électroniques, « zones tampons » et garde-côtes. Etc. Le philosophe Giorgio Agamben souligne que c'est justement le passage généralisé au « laisser faire, laisser passer » comme principe généralisé qui conduit les pouvoirs publics à ce nouveau *« paradigme de gouvernement, qui situe la sécurité [...] non pas dans la prévention des troubles et des désastres, mais dans la capacité à les canaliser dans un direction utile »*. C'est « l'Etat sécuritaire ».

« Il faut mesurer, dit-il, la portée philosophique de ce renversement qui bouleverse la traditionnelle

⁹ Raoul Marc JENNAR, *Le Grand marché transatlantique. La menace sur les peuples d'Europe*, Cap Bear Editions, 2014.

relation hiérarchique entre les causes et les effets : puisqu'il est vain ou en tous cas coûteux de gouverner les causes, il est plus utile et plus sûr de gouverner les effets. L'importance de cet axiome n'est pas négligeable : il régit nos sociétés, de l'économie à l'écologie, de la politique étrangère et militaire jusqu'aux mesures internes de sécurité et de police. C'est également lui qui permet de comprendre la convergence autrement mystérieuse entre un libéralisme absolu en économie et un contrôle sécuritaire sans précédent »¹⁰.

« Pour raisons de sécurité », la vidéo-surveillance envahit les rues et les places publiques, l'identification et le traçage des citoyens se sert de leurs empreintes digitales, leur iris, leur voix, leurs appels téléphoniques, etc. « *L'axiome tacite, qu'il faut bien prendre ici le risque d'énoncer, dit Agamben, est : "Tout citoyen – en tant qu'il est un être vivant – est un terroriste potentiel." Mais qu'est-ce qu'un Etat, qu'est-ce qu'une société régis par un tel axiome ? Peuvent-ils encore être définis comme démocratiques, ou même comme politiques ?* ». Et les citoyens finissent par s'habituer à l'idée que « *le rapport normal entretenu avec eux par l'Etat soit le soupçon, le fichage et le contrôle* ».

d) Une partie croissante des activités liées à la surveillance des citoyens est évidemment soustraite par les pouvoirs publics à des entreprises privées, ce qui a créé un marché nouveau très lucratif, auquel s'ajoute celui de la conception et de la production des appareils, des technologies, des systèmes et des logiciels de surveillance.

Une autre partie se fait grâce à la complicité croissante des multinationales. Il n'est pas surprenant que leurs dirigeants en arrivent à collaborer à ces pratiques policières. Ils se montrent en effet très « compréhensifs » quand les gouvernants leur demandent des « services » semblables aux pratiques secrètes des régimes totalitaires, « pour raisons de sécurité », de « lutte anti-terroriste » (voir les révélations d'Edward Snowden). Ainsi les dirigeants de Google, Microsoft, Yahoo, Facebook, Apple, America On Line (AOL), ont-ils collaboré avec la National Security Agency (NSA) aux Etats-Unis, « *l'aidant à contourner les logiciels de cryptage* » pour espionner la majorité des citoyens américains, et même des hommes politiques européens. Dans le cas de Microsoft, par exemple, la NSA a ainsi pu « *intercepter les courriels, conversations Skype et autres services en ligne hébergés par la multinationale* ». De nombreux pays, y compris dans l'Union européenne, contrôlent les activités en ligne de leur population, mais « *les Etats-Unis le font à une échelle jamais atteinte, se transformant en "Etat de surveillance global", pour reprendre la formule du spécialiste Tom Engelhardt.* » Cela se fait « *grâce à la complicité de nombreux acteurs, des moteurs de recherche aux sites d'achat en ligne, des réseaux sociaux aux opérateurs de télécommunications* »¹¹.

Il est d'autant plus facile de céder et de collaborer à ce totalitarisme rampant que la surveillance policière par les Etats ne diffère guère des pratiques commerciales mises secrètement en œuvre par ces multinationales elles-mêmes, grâce aux prouesses du numérique, et qui sont souvent le nerf de leur rentabilité énorme. Des « cookies », subrepticement installés chez ceux qui consultent un site comme Amazon, Google ou autre, et de puissants algorithmes analysent des milliards de fois à tout instant les mots échangés sur Internet pour mettre en relation instantanée, et de plus en plus ciblée au niveau individuel, annonceurs publicitaires et internautes. La langue elle-même, nos mots et nos paroles, sont ainsi devenus une marchandise secrètement disséquée, analysée et revendue, ouvrant un nouveau champ de bataille au capitalisme¹². Et séduits par les offres technologiques, les gens s'y précipitent : seulement 3 % des consommateurs se donnent la peine de lire l'avis légal qui accompagne une application en la chargeant sur leur ordinateur ou leur smartphone ; « *dans le cas contraire, vous consentez régulièrement à être épié et à ce que vos données personnelles circulent d'entreprise en entreprise* »¹³. Est-ce si différent des pratiques des services secrets étatiques qui cherchent à épier les citoyens ?

De fait, le groupement professionnel US Council for International Business déclare crûment que le

¹⁰ Giorgio AGAMBEN, « Comment l'obsession sécuritaire fait muter la démocratie », *Le Monde diplomatique*, janvier 2014, p. 22-23.

¹¹ Dan SCHILLER, « Les gros mensonges de Google et Microsoft », *Le Monde diplomatique*, octobre 2013, p. 9.

¹² Frédéric KAPLAN, « Quand les mots valent de l'or », *Le Monde diplomatique*, novembre 2011, p. 28.

¹³ Jacques NANTEL et Ariane KROL, « Pêcher le client dans une baignoire », *Le Monde diplomatique*, juin 2013, p. 28.

futur APT « devrait chercher à circonscrire les exceptions, comme la sécurité et la vie privée, afin de s'assurer qu'elles ne servent pas d'entraves au commerce déguisées », lesquelles empêchent le libre flux de données numériques personnelles de l'Europe vers les Etats-Unis (L.W.).

2.5 – Dans ce capitalisme ultra, les multinationales ont des méthodes de management interne qui instrumentalisent subtilement le stress, la peur, la séduction et la répression. D'où la multiplication des cas de « burn-out » et de suicide, comme dans plusieurs multinationales françaises¹⁴. Il ne s'agit pas de secteurs archaïques mais de secteurs en pointe.

Par exemple, dans les entrepôts allemands et français d'un fleuron américain de la grande distribution en ligne et du tout-tout-de-suite-pour-n'importe-qui-n'importe-où, les contrats de travail stipulent qu'il est strictement interdit de « *s'exprimer à propos de son emploi auprès de sa famille, de ses amis ou de journalistes* ». Dans le trimestre avant Noël, les managers diffusent de la musique à fond pour exciter les salariés qui courent dans les entrepôts géants, au moins 20 km par poste de travail. Les syndicalistes sont réprimés et humiliés. La délation est encouragée. La productivité individuelle doit être en hausse constante, elle est mesurée en temps réel par les scanners et « *envoyée chaque jour par informatique depuis les entrepôts allemands à Seattle, aux Etats-Unis, où elle est stockée* », ce qui est illégal. Il arrive que le fondateur, qui dit que tous ses salariés forment « *une grande famille* », appelle au téléphone et se fasse enregistrer et diffuser par haut-parleur dans l'entrepôt pour stimuler les salariés. « *L'ambiance de travail est délétère ; tout le monde se surveille. Et les intérimaires sont traités comme de la viande* », dit un ancien manager¹⁵.

2.6 – La recherche frénétique des coûts les plus bas se fait aussi et surtout par la délocalisation répétée des lieux de production et de sous-traitance vers les pays aux plus bas salaires et aux conditions de travail les plus dures. Les grandes marques de la confection, par exemple, - françaises, espagnoles, suédoises, américaines, etc. - passent commande au Bangladesh, où les ouvrières meurent par milliers dans les usines en étages qui s'effondrent ou prennent feu. Les grandes marques du jouet passent commande en Chine, comme le leader mondial Mattel, américain, dont les fournisseurs de la poupée Barbie font travailler les salarié(e)s 13 heures par jour, sept jours sur sept, en les spoliant des cotisations de retraite, et en les logeant dans des dortoirs attenants aux usines à 8 ou 12 par chambre dans des conditions d'hygiène déplorables. Et le donneur d'ordre, pourtant averti depuis des années, persiste¹⁶.

2.7 – Dans les pays où la violence des pouvoirs publics est bien établie, les multinationales de ce capitalisme ultra n'hésitent pas à en profiter pour faire passer ses exigences contre les populations locales, promettant évidemment « création d'emplois », « croissance » et enrichissement rapide « pour tous ».

Le jeu d'Apple et du géant taïwanais Foxconn en Chine en est un exemple criant. Foxconn produit à Longhua pour Hewlett-Packard, Dell, Acer, Amazon, Sony et Apple, dans un bunker de trois kilomètres carrés où travaillent 350 000 ouvriers. La forte demande de nouveaux produits Apple a décidé Foxconn à créer deux autres usines, l'une à Chengdu dans le Sichuan, l'autre dans le Henan, chacune employant environ 200 000 ouvriers. La réalisation s'est faite en un temps record. Pour celle de Chengdu, c'est le 16 octobre 2009 que la « *promesse d'investissement conjoint est signée avec les autorités du Sichuan. Le chantier démarre le 25 juillet 2010 ; la production commence le 30 septembre* », soit une construction en 75 jours seulement ! Dans une nouvelle zone franche, exemptée d'impôt... « *Pour les beaux yeux de M. Gou [le fondateur de Foxconn], les autorités ont construit six nouvelles routes, deux ponts, 1,12 million de mètres carrés de surface habitable pour les ouvriers. Elles ont dépensé 2,2 milliards de yuans en indemnités d'expropriation pour dix mille familles, dont les quatorze villages ont été rasés dès août 2010* »¹⁷. Voilà qui est expéditif et fait rêver les « talibans du marché » à bien des « simplifications juridiques et administratives » pour augmenter aussi « la réactivité compétitive » dans nos vieux pays industriels de l'Occident !

¹⁴ Lire Christophe DEJOURS et Florence BEGUE, *Suicide et travail : que faire ?*, PUF, 2009.

¹⁵ Jean-Baptiste MALET, « Amazon, l'envers de l'écran », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013, p. 1 et 20-21.

¹⁶ Voir Peuples Solidaires-ActionAid France, appel urgent du 14 octobre 2013.

¹⁷ Jordan POUILLE, « En Chine, la vie selon Apple », *Le Monde diplomatique*, juin 2012, p. 1 et 20-21.

2.8 - Il y a bien d'autres exemples de cette utilisation « contractuelle » de la violence armée, notamment pour l'accaparement de terres par des investisseurs étrangers, dans ce que la sociologue américaine Saskia Sassen appelle « le nouveau marché mondial de la terre »¹⁸. De 2006 à 2011, plus de 200 millions d'hectares (quatre fois la superficie de la France) ont été acquis par des entreprises et des gouvernements étrangers, dont 134 en Afrique, 43 en Asie, 19 en Amérique latine, et le phénomène s'accélère. Les investisseurs sont européens, chinois, coréens, américains, indiens, arabes,... Il s'agit de cultiver à grande échelle agrocarburants, huile de palme, canne à sucre, soja, fleurs, etc., avec des techniques intensives et polluantes qui épuisent les sols. Des cultures évidemment exportées, soit vers le pays de l'investisseur, soit sur le marché mondial.

Dans les pays pauvres, souvent les petits paysans et leurs familles qui vivaient de ces terres depuis des générations en sont chassés brutalement par la police, tout comme les petits artisans de ces villages, parce qu'ils n'ont pas de « titre de propriété »¹⁹. Comme chaque transaction porte sur des milliers d'hectares, c'est souvent des dizaines de villages qui sont détruits et leurs habitants chassés. Parfois ils sont indemnisés ou relogés ailleurs, mais le plus souvent, et même ainsi, ils sont les grands perdants. Quant aux ventes, elles profitent aux dirigeants, souvent corrompus, qui vendent la terre nourricière sous les pieds de leur propre peuple.

¹⁸ Lire Saskia SASSEN, *Expulsions. Brutality and Complexity in the Global Economy*, The Belknap Press of Harvard University Press, 2014, p. 80-116.

¹⁹ Lire Agnès STIENNE, « Terres volées d'Éthiopie », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013 ; ActionAid et Peuples solidaires, *Le plein d'idées contre la faim. Pourquoi l'Union Européenne doit abandonner sa politique en faveur des agrocarburants industriels*, avril 2012.

UN TOTALITARISME D'UN GENRE NOUVEAU

3.1 – Le portrait-robot de ce capitalisme ultra, que je viens d’esquisser, combine donc les traits suivants :

- privatisation des services publics et extension de la sphère marchande et concurrentielle à tous les aspects de la vie publique et privée des individus ;
- accélération permanente des flux commerciaux à travers le monde ;
- subordination des Etats nationaux aux « bénéfiques escomptés » des investisseurs étrangers, grâce à un système très spécial d'arbitrage ;
- paralysie du pouvoir de légiférer et de réglementer des Etats, sauf à la baisse, et de leurs collectivités territoriales, ainsi que de l’Etat fédéral américain et de la Commission européenne ;
- intégrisme techno-scientifique ;
- mépris de la démocratie et extension des pratiques policières de surveillance étatique, avec la complicité des multinationales ;
- management par la peur et le stress et répression des syndicats ;
- délocalisation et sous-traitance pour exploiter la main-d’œuvre la plus pauvre au profit des consommateurs aisés ;
- partout où c’est possible, recours à la violence des pouvoirs publics contre les habitants pour réaliser au plus vite les projets d’investissement.

Il manque encore à ce tableau un phénomène décisif, à savoir « l’effacement de la conscience », la substitution d’un pouvoir extérieur à l’autorité de la conscience personnelle de chacun. Ce phénomène existe bien, il est là aussi. Mais comme il nécessite une explication plus longue, avec un retour sur l’histoire culturelle de l’Occident, je le ferai plus loin. Mais je me permets de le retenir déjà ici par anticipation.

Ce portrait-robot n’est-il pas celui d’une nouvelle forme de totalitarisme ? Un totalitarisme à dominante non plus de pouvoir central d’Etat mais de pouvoir d’entreprises. Un totalitarisme où l’économique s’est soumis le politique, si on entend par politique *le pouvoir d’une communauté humaine habitant un territoire donné de définir ce vers quoi elle veut tendre* – de le définir à travers des procédures de débat et de conflits maîtrisés (puisqu’il y a toujours des intérêts qui s’opposent). Un totalitarisme sans aucun pouvoir central qui le dirige et le maîtrise, contrairement aux régimes nazis, fascistes ou communistes, parce que ses acteurs sont innombrables et empêtrés dans des interdépendances inextricables.

Contrairement aux totalitarismes antérieurs que l’humanité a connus, celui-ci n’a en effet pas de centre tout-puissant, pas de sommet hiérarchique d’où part un pouvoir qui pénètre ensuite tous les rouages de la société. Il y a évidemment des lieux de pouvoir plus forts que d’autres, on l’a vu, mais ils sont très nombreux et interfèrent les uns avec les autres. Il s’agit plutôt d’une logique d’entraînement réciproque et multiforme à orientation financière. La sociologue Saskia Sassen parle de « formations prédatrices » : *« un assemblage hétéroclite et géographiquement dispersé de dirigeants de grandes entreprises, de banquiers, de juristes, de comptables, de mathématiciens, de physiciens, d’élites globalisées secondées par des capacités surpuissantes – machines, réseaux technologiques... - qui agrègent et manipulent des savoirs et des données aussi composites que complexes, immensément complexes à vrai dire. Plus personne ne maîtrise l’ensemble du processus »*²⁰.

²⁰ « Le capitalisme est entré dans des logiques de destruction », *Le Monde*, samedi 26 avril 2014. Voir aussi son livre cité, *Expulsions*, p. 76-79.

Ce totalitarisme opère désormais à l'échelle du globe, il pousse à formater les individus par des méthodes de marketing captant de plus en plus leurs désirs et leurs pulsions, dans tous les aspects de leur existence, jusqu'aux plus intimes, ... C'est un totalitarisme qui laisse aux gens l'illusion qu'ils sont libres, puisque libres de s'exprimer et de consommer comme ils veulent et d'aller ailleurs s'ils ne sont pas contents. Alors qu'ils sont en fait étudiés, épiés, traqués, séduits, formatés, depuis le plus jeune âge devant l'écran, et conditionnés pour se battre et entrer dans le moule d'un emploi... où ils imposeront à leur tour à d'autres la même chose, sans même y réfléchir.

L'humanité a connu et connaît encore des totalitarismes religieux (c'est-à-dire des idéologies politico-religieuses). Elle a connu et connaît encore des totalitarismes politiques, athées ceux-là (nazisme, communismes stalinien, chinois, des khmères rouges, nord-coréen). Elle commence à connaître un troisième type de totalitarisme, d'ordre économique (plus exactement techno-économique).

Comment nommer ce totalitarisme nouveau ? Jusqu'ici, j'ai parlé indifféremment de « l'école de Chicago », de capitalisme dur ou ultra, de libéralisme ou néo-libéralisme ultra, ou simplement de « ce capitalisme-là ». Pourquoi ne pas l'appeler *capitalisme absolu englobant* ?

Capitalisme plutôt que libéralisme, à cause de l'ambiguïté de plus en plus perverse qu'entretient un concept bâti sur le mot « liberté », alors qu'il s'agit en réalité de formidables puissances agressives, mobilisant les humains les uns contre les autres, et éliminant toujours les plus faibles. *Absolu*, au sens de pouvoir absolu, comme la monarchie absolue, un pouvoir « qui ne comporte aucune restriction ni réserve ». *Englobant*, au sens où, selon ses idéologues, ses investisseurs et ses acteurs innombrables, il vise à tout englober, à tout absorber et modeler, en opérant n'importe où sur le globe entier comme si celui-ci n'était qu'un seul et unique champ d'action laissé à leur libre disposition.

3.2 - Si on considère l'évolution au cours des 30 ou 40 dernières années, *c'est maintenant ce capitalisme absolu englobant qui a gagné*. Il pavoise, il mène la danse, ses partisans les plus durs, à tous niveaux, se comportent comme s'il n'avait plus rien en face de lui.

Mais il faut ajouter ceci, et c'est très important : si ce capitalisme absolu englobant a gagné – et pour un temps long, je le crains – c'est aussi parce que les forces sociales qui s'y opposaient ou s'y opposent encore fondent comme neige au soleil. Car il faut le dire clairement : s'il triomphe, c'est aussi parce que *dans leur immense majorité, les gens ont fini par s'y conformer ou s'y plier*.

On sait qu'il y a à cela de multiples raisons, sur lesquelles il n'est pas nécessaire de revenir ici. Que ce soit par conviction, par opportunisme professionnel, par séduction, par résignation, par ignorance, ou par indifférence, quand le chacun-pour-soi que cultive atrocement le libéralisme devient leur ligne de conduite, le fait massif est là : on s'y plie. Autrement dit, si le « Capital » a gagné, c'est aussi parce que la grande majorité des gens ne lui résiste plus. On s'y conforme, on s'y habitue. Dans les contraintes de sa vie professionnelle, dans la réalisation des objectifs de l'entreprise, dans ses achats, dans le calcul des dépenses de la famille, dans la réceptivité à la pub, dans sa façon de raisonner,...

Aucun totalitarisme ne peut s'implanter et tenir s'il ne trouve pas aussi la complicité et la soumission d'une partie suffisante de la population. Il n'y a pas de domination durable sans large soumission, sans servitude en partie volontaire. Et la soumission, la servitude renforcent la domination. Sur les lieux de travail, la syndicalisation et la résistance ont énormément faibli. Soulagés d'avoir enfin trouvé ou retrouvé un emploi et un revenu, espérant les garder, la plupart des salariés acceptent leurs conditions de travail, les objectifs fixés, et font ce qu'on leur demande. D'autres foncent et se défontent dans l'aventure professionnelle. Mais les uns comme les autres le font sans trop réfléchir aux conséquences humaines, sociales, culturelles, écologiques, de leur boulot. Et le chacun-pour-soi laisse ceux qui sont dans le collimateur de la hiérarchie à leur solitude, privés de la solidarité dont ils auraient autrefois mieux bénéficié. D'où les suicides sur le lieu de travail... Les liens sociaux sur le lieu de travail faiblissent, se délitent, comme le veut précisément ce totalitarisme rampant.

Dans les modes de vie et de consommation, le conformisme et le manque de critique sont devenus tout aussi massifs. On compare les prix, on saute sur les promotions et les rabais : la poupée Barbie pour la gamine, le pantalon pour « presque rien », le séjour touristique bradé, la dernière application sur le portable,...

Enfin, l'emballement pour le « tout-numérique » et ses innovations incessantes « à saisir tout de suite » est devenu l'une des voies royales par lesquelles la soumission inconsciente gagne les esprits. Côté fournisseurs, on savoure la manne que représente le « big data », la collecte à notre insu de myriades de données personnelles sur le Net, qui vont alimenter le commerce à travers des logiciels, des balises, etc., conçus pour nous influencer et nous séduire ensuite. Côté usagers, c'est la facilité avec laquelle on se laisse séduire et la complaisance avec laquelle on se livre sur toutes sortes de réseaux.

Dans une étude de 2013, le groupe suédois Ericsson a calculé qu'en 2020, « cinquante milliards d'objets seront connectés dans le monde ». « Cette vague qui nous submerge, écrit Marie Bénilde, et qui permettra de nous suivre dans les moindres recoins de notre intimité semble d'autant plus incontrôlable quelle porte l'innovation numérique, nouveau pilier de la croissance capitaliste. Mais elle n'est alimentée que par notre propre tendance à l'extimité, chaque jour encouragée sur les réseaux sociaux. «Le plus grand danger, résume le blogueur américain Andrew Queen, c'est nous-mêmes, les Little Brothers qui formons le Big Brother du XXIe siècle» »²¹

²¹ Marie BENILDE, « La traque méthodique de l'internaute révolutionne la publicité », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013, p. 22-23.

L'EFFACEMENT DE LA CONSCIENCE

4.1 – Manque de critique et soumission traduisent un manque de courage pour s'informer sérieusement, discerner et prendre position. Mais il y a plus grave encore. Le courage est dévalorisé, miné à sa source par *l'effacement de la conscience*.

Je ne veux pas dire que les gens ont perdu toute conscience personnelle, mais que le jugement de la conscience est de moins en moins sollicité, parce qu'il est convenu, il va de soi que dans les domaines essentiels de la marche de la société il n'a pas à interférer. La conscience y est *mise « hors jeu » par la rationalité*. Dans ces domaines, la rationalité s'est imposée comme mode exclusif de débat, d'argumentation, de prise de décision et d'évaluation des résultats. Le jugement de la conscience personnelle qui s'implique elle-même est devenu « hors sujet ».

Pour expliciter ce phénomène culturel, il faut faire ici un retour en arrière dans l'histoire²².

Avant le 18ème siècle, il était entendu que ce qu'on appellerait aujourd'hui la *raison morale* ou la *conscience* mettait en jeu plusieurs aspects différents mais qui convergeaient : l'intelligence, la liberté qui émerge, la volonté, la sensibilité,... Mais au 18ème siècle a commencé une dissociation, sous l'effet des progrès rapides des sciences et des techniques. La démarche scientifique est fondée sur la rigueur rationnelle dans l'observation, l'analyse, l'interprétation des faits et la démonstration. La démarche technique aussi qui se sert des connaissances scientifiques et leur donne forme dans des machines, des procédés, des produits, etc. Et c'est normal : sciences et techniques doivent écarter la subjectivité dans leurs démarches propres parce qu'elle tend à les fausser. *La rationalité oblige à dépersonnaliser*.

Mais au 18ème siècle et encore largement au 19ème siècle, il était entendu qu'en-dehors des sciences et des techniques, il y avait de larges domaines de la vie où devait s'impliquer la conscience personnelle, ce qu'on appelait alors la *conscience morale* (voir Jean-Jacques Rousseau, Emmanuel Kant, etc.).

Les premiers penseurs de l'économie libérale ont été influencés par ce climat culturel naissant. Ils ont postulé que les acteurs économiques doivent être *rationnels*. Le capitaliste, l'entrepreneur, le vendeur, l'acheteur sont rationnels quand ils se déterminent en fonction de leur seul intérêt face aux prix du marché. L'homo economicus cherche à maximiser son propre intérêt en faisant abstraction de considérations morales. Dans la théorie économique libérale, c'est l'interaction des innombrables acteurs rationnels sur le marché qui conduit à un prix où offre et demande s'équilibrent. Cet équilibre est un optimum collectif qui ne doit rien aux jugements de la conscience morale des acteurs. Les marchés peuvent s'autoréguler si les acteurs calculent rationnellement leur intérêt propre sans y mêler des considérations morales, toujours qualifiées de « subjectives ».

Ces théoriciens n'entendaient cependant pas pour autant exclure la conscience de la vie privée ou d'autres domaines de la vie sociale. Il allait encore de soi qu'elle y était indispensable à chacun pour conduire sa vie au milieu de tant de relations où elle se trouve engagée. (Y compris les relations d'affaires, sous certains aspects : sans respect de la parole donnée, des contrats signés, sans honnêteté sur la qualité des marchandises, par exemple, les affaires dégénèrent en conflits et en règlements de comptes criminels).

De fait, la vie de couple, les relations parents-enfants, les relations de voisinage, associatives, la vie politique, etc., exigent des efforts constants pour y voir clair, comprendre les motivations des autres et les siennes propres, discerner ce qu'il est judicieux de faire ou de ne pas faire,... La vie exige une vigilance

²² Je dois l'explication qui suit à Pierre GANNE, *Notre raison d'espérer*, Lethielleux/Desclée de Brouwer, 2009, p. 239-262.

permanente et une capacité d'autocritique, du courage aussi, qui viennent de la conscience, pour juger personnellement si ces relations ne sont pas faussées par l'utilisation inconsciente, le mensonge, la volonté de dominer, ou par la soumission et la peur, etc., bref, par tout ce qui peut les dégrader, les pervertir, au lieu de les rendre plus libres et plus belles. Cet effort pour y voir clair et orienter ses paroles et ses actes, c'est la *raison morale*, la *conscience*.

Or la raison est bien plus large, plus globale que la seule rationalité. Elle fait jouer ensemble l'intelligence, la volonté, la sensibilité, la liberté qui se cherche, alors que la rationalité n'est qu'une modalité particulière et limitée de la seule intelligence.

Un exemple (terrible) permet de saisir tout de suite la différence. Au temps de la Guerre froide, la course aux armements atomiques avait mené à une capacité cumulée pouvant détruire dix fois l'humanité entière.

Un colloque de sommités scientifiques, civiles et militaires, dans la mouvance du Pentagone, fut organisé pour évaluer cet « overkilling ». Ils ont conclu que ce n'était « pas rationnel » : une force de frappe nucléaire capable de détruire *deux* fois l'humanité entière suffisait. Au plan de la seule rationalité, oui : il y avait disproportion – et donc gaspillage technologique et financier – entre les moyens et la fin. Mais était-ce faire œuvre de *raison* que d'envisager froidement la destruction totale de l'humanité ? Où était la raison morale, la conscience de ces sommités intellectuelles parfaitement rationnelles ?²³

Revenons à l'histoire, à la diffusion de ce changement culturel dans la société. Au 19^{ème} siècle, les activités jusque là essentiellement artisanales et vernaculaires passent progressivement à l'échelle industrielle en Europe, puis aux Etats-Unis, grâce au développement des sciences et des techniques, un développement qui se fait cependant dans une seule direction, celle de la puissance toujours accrue des moyens de production. Travail et relations de travail sont peu à peu coulées – le plus souvent de force - dans la rationalité des machines et de l'organisation des entreprises (travail en miettes, « organisation scientifique du travail », méthodes de management,...) En même temps, les flux de matières le long des filières de production et les échanges commerciaux commencent à tisser des interdépendances de plus en plus vastes au sein des peuples et entre eux. Ce qui exige à son tour de plus en plus de sciences et de méthodes rationnelles de coordination, de programmation, de prévision, etc.

Le machinisme, tel qu'il a ainsi pris forme, réduit le travail humain et ses relations à de simples procédures logiques et répétitives à coordonner, comme dans le travail à la chaîne. Dans son prolongement, il apparaît finalement normal de les automatiser, d'en expulser complètement les vivants. Tout ce qui peut techniquement être transféré à des robots, des automates, des processus entiers pilotés par des logiciels, doit donc l'être. Dans l'industrie d'abord, ensuite dans les services et le commerce. Dès que cela devient rentable ou s'impose comme « porteur d'avenir » dans la concurrence acharnée. (Sinon on garde le travail humain asservi à la rationalité des machines et des procédures).

La rationalité technicienne et scientifique a donc été étroitement mêlée à l'emprise croissante du capitalisme, à la rationalité calculatrice de l'économie de marché. Sous l'effet de ces rationalités conjuguées, une transformation culturelle a pénétré profondément la vie quotidienne, une transformation dont les conséquences s'avèrent maintenant redoutables.

Au cours des trois derniers siècles, on s'est ainsi acheminé en Occident vers une « *désintégration de la raison* », comme dit Pierre Ganne. D'une part, la raison a été réduite à la seule rationalité. Et la connaissance scientifique est apparue comme le seul mode de connaissance réel. D'autre part, les énergies de liberté intérieure, de sensibilité, ont été reléguées dans une catégorie opposée appelée « affectivité ». Et ce qui était vigueur morale, éthique, s'est décomposé en moralisme.

Cette désintégration de la raison fait maintenant partie de la culture ambiante, celle dont on est imprégné sans le savoir, comme l'air qu'on respire sans y prêter attention. Elle marque les mentalités, les façons de penser et de réagir. Et c'est pourquoi la conscience morale est « mise hors jeu », disqualifiée. Il faut penser et agir en être « rationnel », affirme-t-on partout. Mettre en avant des impératifs de la conscience est perçu comme de « l'affectivité » ou du « moralisme », comportements jugés « irrationnels ».

²³ Pierre GANNE, *L'Evangile et le mal*, Editions Anne Sigier, 1999, p. 50.

4.2 - Revenons à l'histoire du capitalisme. La pensée économique libérale a donc été prise dès le début dans cette évolution culturelle de fond qui, en un sens, la déborde. Mais elle l'a aussi amplifiée et accélérée. Si agir en acteur économique rationnel sur les marchés – qu'on soit actionnaire, chef d'entreprise, travailleur salarié ou consommateur – c'est chercher à maximiser son intérêt particulier, les éléments à prendre en compte dans les décisions doivent se ramener le plus possible à ce qui est calculable, au sens mathématique. On rationalise, on *dépersonnalise*.

Le sort des autres dans ce qui résulte de cette interaction complexe des multiples comportements rationnels mais concurrents sur les marchés n'est alors imputable à personne en particulier. Personne ne doit donc s'en sentir responsable. Aucune conscience personnelle ne doit en être accusée. Il n'y en a pas. Friedrich Hayek y voyait précisément une grande supériorité de ce système, et il écrivait en 1943 : « *On supporte plus aisément l'inégalité, elle affecte moins la dignité, si elle résulte de l'influence de forces impersonnelles, que lorsqu'on la sait provoquée à dessein. Dans la société de concurrence, un employeur n'offense pas la dignité d'un homme en lui disant qu'il n'a pas besoin de ses services, ou qu'il ne peut pas lui offrir un travail intéressant. Le chômage ou la perte de revenu pour quelque autre raison, choses qui arrivent inmanquablement dans toute société, sont moins dégradantes si l'on peut les considérer comme la conséquence d'une malchance, et non pas comme voulus par l'autorité* »²⁴.

Pour les théoriciens du libéralisme pur et dur, cela fait partie d'un futur souhaitable, idéal, qui *doit* être réalisé. Mais en 1943 et bien après, ce n'est pas encore le cas. L'économie de marché prospère, mais contenue par le compromis social keynésien où l'Etat-providence peut encore intervenir et orienter. On n'en est pas encore à la *société de marché* où tout bien, tout service et à la limite toute activité humaine sont considérés comme des valeurs marchandes dont l'offre et la demande doivent être régulées par les seules forces du marché.

Pendant les « trente glorieuses », il restait encore de la marge où la raison morale, la conscience était sollicitée et pouvait peser sur les enjeux. C'est ce qui rendait encore possibles les élans de solidarité face à des actes de mépris et des injustices, élans qui mobilisaient les gens dans des grèves et des luttes sociales qui ont marqué l'Histoire. C'est ce qui rendait encore possible, dans les pays colonisateurs, des manifestations de soutien à des peuples opprimés du Tiers-Monde. Ce n'est pas seulement parce qu'il y avait alors d'autres « modèles » politiques et idéologiques, marxistes ou autres, que des millions et des millions de personnes se sont engagées dans le syndicalisme et d'autres mouvements militants, c'est aussi parce qu'elles obéissaient à un appel de leur conscience face à ce qu'elles ressentaient comme intolérable.

Mais au stade actuel du capitalisme absolu et englobant, le marché pénètre partout, s'empare de tout et brasse les technosciences selon sa propre logique incontrôlable. Tout est ramené à la seule rationalité, et la conscience est privée du terrain où s'impliquer. Elle doit *s'effacer*, se retirer de là, elle n'a rien à y faire. Elle est « mise hors jeu ».

De là vient ce climat délétère qui règne maintenant où seuls comptent les critères de performance, de compétitivité, de croissance. Ces critères s'expriment en grandeurs mesurables, en chiffres et pourcentages qui sont comparés en toute neutralité rationnelle. Là où la raison morale, l'appel de la conscience pousserait les gens à comprendre si tel projet d'entreprise, tel investissement, telle gestion du personnel, telle stratégie commerciale ou tel choix budgétaire va à l'encontre de relations plus justes, plus vraies entre les êtres humains, la rationalité tranche en ne parlant que ratios de management, retour sur investissement, rapport coût/avantages, parts de marché, rationalisation des choix budgétaires, etc.

Il n'est plus question de *vérité à faire* dans les relations si complexes entre les hommes, entre les peuples, seulement *d'efficacité*. N'est qualifié de bon et positif, et donc à valoriser, que ce qui est efficace, « performant ». Si ça marche, si ça rapporte, c'est bon à prendre.

C'est dans la finance et son emprise déterminante sur l'économie que cela est porté à sa plus parfaite expression : on délègue à des robots électroniques des décisions spéculatives d'achat et de vente à d'autres robots. On délègue à des cadavres techniques de calculer à la nanoseconde des ordres d'achat ou de vente à d'autres cadavres techniques. Leurs calculs portent sur de simples signes, les produits dérivés sous lesquels sont dissimulées, invisibles, les multitudes de vies humaines en réalité concernées.

²⁴ *La Route de la servitude*, cité par Jean-Pierre DUPUY dans *La marque du sacré*, Carnets Nord, 2008, p. 214.

Dans ce climat délétère, il n'est pas surprenant que les plus ambitieux, les plus possédés par le désir d'arriver, les plus acharnés à rivaliser avec ceux qui leur font de l'ombre, se servent d'arguments très rationnels pour masquer des stratégies individuelles faites de mensonges, de cynisme, de séduction, de manipulation de l'opinion. Ils ne rencontrent plus de résistance, de consciences qui s'insurgent et se mobilisent. Alors, pourquoi se gêner si ça marche ? Et les commentateurs professionnels des médias de s'aligner sur le même mode d'analyse, en ne jugeant ces stratégies perverses que sous l'angle de leur probabilité de réussite ou d'échec, c'est-à-dire leur seule efficacité par rapport au but visé. « Objectivité » de l'information oblige !

4.3 - J'arrive enfin à ce que ce long rappel historique veut aider à comprendre : le capitalisme absolu et englobant aboutit à la même perversion que les régimes totalitaires, à savoir la négation de la conscience personnelle comme autorité légitime.

Fascismes, nazisme, communisme, y parvenaient par un mélange de procédés où dominaient la surveillance administrative et policière, la répression brutale et les camps de concentration. Le capitalisme absolu y parvient par la prolifération illimitée de la rationalité, qui met la conscience « hors jeu ».

Au portrait-robot de ce capitalisme dressé au chapitre précédent, il faut donc ajouter ce dernier trait, essentiel à tous les totalitarismes.

On entrevoit alors le tragique de cette négation de l'autorité des consciences personnelles à travers le monde : elle a engendré *l'indifférence de masse au sort d'autrui*.

BARBARIES

5.1 – On parle beaucoup de l'audience croissante des partis d'extrême droite dans les pays de l'Union européenne, notamment la France, et de leurs équivalents aux Etats-Unis et ailleurs. Ils sont un réel danger, c'est vrai, à cause de leurs idéologies xénophobes et racistes surtout. Cependant, un extrême ne doit pas servir à cacher un autre.

Ces partis d'extrême droite cultivent la nostalgie d'une « grandeur » nationale et surtout d'un « entre-nous » culturel et ethnique qui ont disparu (si tant est qu'ils aient existé). Et ils insinuent toujours qu'il y a une « identité culturelle » supérieure aux autres, la leur. Mais ils n'ont aucune vision critique qui puisse faire contrepoids au capitalisme absolu englobant. Ils ne pèsent rien en face. La dynamique qui emporte le monde est celle de ce capitalisme, pas celle des politiciens d'extrême droite en mal de pouvoir. Ceux-ci deviennent d'ailleurs très vite ses supplétifs complaisants dès qu'il accèdent au gouvernement dans un Etat, le plus souvent dans une coalition avec un parti de droite plus ordinaire.

Mais ils ne sont pas inoffensifs, loin de là. S'ils restent dangereux, c'est dans un rôle second, subordonné, qui se présente schématiquement comme suit.

L'extrême le plus dangereux est ce capitalisme absolu qui chamboule le monde tout en déclassant et en rejetant un nombre croissant de gens, un peu partout. La dynamique aveugle et brutale qu'il entretient **ne peut pas** créer des emplois pour tous, encore moins du travail respectant la plus élémentaire dignité de tous. Il n'est plus besoin de le prouver, me semble-t-il. Arrêtons les incantations impuissantes et hypocrites ! Cette dynamique favorise la concentration des richesses d'un côté et la précarité des revenus et des emplois de l'autre. Elle entretient un processus de déclassement et de marginalisation qui a d'abord touché les catégories sociales plus fragiles avant de gagner maintenant les classes moyennes. Les plus pauvres désespèrent de trouver un emploi ou doivent jongler avec deux, voire trois petits boulots précaires. Et les enfants des classes moyennes voient les portes se fermer et « l'ascenseur social » descendre plus d'entre eux qu'il n'en monte.

François Partant et le cinéaste documentaire Gordian Troeller, François de Ravignan, Serge Latouche, Gilbert Rist et bien d'autres avaient déjà compris et dénoncé ce processus avant son aggravation par la dérégulation financière. Saskia Sassen le confirme aujourd'hui, avec d'autres. Il s'agit d'une véritable « expulsion », dit-elle. On est passé d'une logique de croissance qui a dominé le vingtième siècle, où il s'agissait d'intégrer peu à peu l'ensemble des populations dans la production-consommation des sociétés industrielles, à une logique qui en expulse de plus en plus. Dans la première, il fallait encore chercher à réinsérer ceux qu'on appelait les « exclus » (d'où le Revenu minimum d'insertion et quantité de dispositifs en ce sens). Dans la seconde, ils sont « expulsés » sans retour. Dans son dernier livre, elle montre l'ampleur mondiale de ce processus²⁵. « *L'expulsé est le produit des transformations actuelles du capitalisme, entré [...] dans des logiques d'extraction et de destruction, son corollaire.* » Les enfants des classes moyennes aussi se trouvent maintenant expulsés : bien qu'ayant fait études longues, stages et tout ce qu'il faut, « *il n'y a pas assez de places pour eux* ». « *Ils n'ont pas échoué, dit-elle, et pourtant le système les expulse* »²⁶.

Que dire alors de tant de jeunes dans les quartiers de banlieue en France et ailleurs qui deviennent des « ghettos » ? Que dire des jeunes de tant de villes du Sud, qui se voient chômeurs à vie et qui ne voient souvent d'espoir (illusoire) que dans l'émigration ? Que dire a fortiori des paysans sans terre en Afrique, en Asie, en Amérique latine, et des paysans chassés de leurs terres ancestrales sous prétexte

²⁵ *Expulsions*, déjà cité, p. 12-79.

²⁶ *Le Monde*, samedi 26 avril 2014.

qu'ils n'ont aucun titre de propriété ?

Autrement dit – et c'est là l'essentiel à retenir – il y a une fraction croissante de la population mondiale, y compris dans les pays riches, dont ce capitalisme absolu n'a que faire et *saura de moins en moins que faire*. Il oblige à jouer constamment sur des disparités de toutes sortes, ces disparités se creusent et se déplacent, une multitude de gens dans le monde sont « expulsés », lesquels ne doivent plus être « assistés », puisque les formes de solidarité publique de l'Etat-providence sont « chose détestable » à abolir. S'ils ne peuvent plus être intégrés, s'ils sont inutiles, sans intérêt économique (sauf à tirer les salaires vers le bas sur les marchés du travail), et s'ils sont donc voués à une existence plus ou moins misérable, que peut-on en faire ? Dans la rationalité brutale du système, ils sont « *de trop* ».

C'est là que les deux extrémismes totalitaires que sont le capitalisme absolu et les vieilles idéologies politiques d'extrême droite peuvent trouver un terrain d'entente et se conjuguer. C'est bien le premier qui a le dynamisme et la puissance conquérante, et c'est bien le premier qui expulse une multitude de gens « en trop ». Mais cette multitude – qu'il faut voir à l'échelle du monde et pas seulement de l'Hexagone – est très diverse, bigarrée, hétéroclite. Et ce sont alors les partisans des secondes, les politiciens d'extrême droite, qui fournissent les critères pour désigner au milieu de cette multitude bigarrée les catégories à « traiter », à rejeter en premier. Et là, tous les préjugés racistes ou xénophobes sont réactivés.

Le capitalisme n'est de toute évidence pas xénophobe. On ne peut pas dire non plus, de façon générale, qu'il soit raciste. Les acteurs les plus convaincus, les plus acharnés des multiples « formations prédatrices » sont d'origines ethniques les plus diverses, et les milliardaires peuvent avoir n'importe quelle couleur de peau (ce qui était inconcevable au temps du capitalisme colonial et néo-colonial). Mais leur idéologie exprime un profond mépris pour les pauvres, ils ne valent rien. Elle culpabilise « ces gens incapables qui n'arrivent à rien: s'ils sont dans la misère, c'est de leur faute ». Et c'est là que l'extrême droite politique avance ses préjugés racistes ou xénophobes comme *critères de tri*.

Le capitalisme absolu expulse massivement, et l'extrême droite désigne dans la multitude si diverse des gens « en trop » ceux qu'elle veut chasser en priorité. Elle désigne à tous les autres les catégories de « coupables » sur lesquelles déverser toutes les frustrations, les peurs et les angoisses. Elle désigne les boucs émissaires.

(De toute évidence, les attentats et les massacres djihadistes contribuent à aggraver cette désignation de boucs émissaires, puisque, la peur et les réflexes sécuritaires aidant, ils donnent du crédit aux préjugés ethno-culturels de l'extrême droite.)

5.2 - Se profile alors une perspective terrible : la brutalité totalitaire, aidée par l'effacement des consciences et l'indifférence de masse au sort d'autrui, risque de glisser vers l'abandon pur et simple d'une partie des gens « en trop ». Par degrés successifs de restriction des droits sociaux de certaines catégories de gens, puis de suppression de leurs droits, on arrivera à dire et laisser dire : « Laissons-les mourir. » C'est-à-dire le crime contre l'humanité.

Exagération ! me dira-t-on. Mais en sommes-nous si loin ? Ne glissons-nous pas déjà sur cette pente ? En Méditerranée et en d'autres mers, des milliers d'émigrés clandestins sont déjà morts noyés... Se murmure aussi déjà, comme dans une revue médicale (!) britannique, qu'il faudrait arrêter de vouloir sauver les enfants qui meurent de faim, parce que, s'ils sont sauvés, il ne leur reste de toute façon comme futur que la misère, la frustration,... et donc la tentation du terrorisme.

Comment appelle-t-on de tels propos ?

QUESTIONS

A LA MOUVANCE ECOLOGISTE ET ALTERNATIVE

6.1 - Je fais partie depuis longtemps de la mouvance plurielle des « alternatifs », des « écologistes », des critiques du « développement », des « décroissants », et qui se situent clairement à gauche pour ce qui est des valeurs essentielles. Personnellement, j'y suis venu par la rencontre d'Ivan Illich, puis de Jean-Pierre Dupuy, ce qui m'a amené à connaître ensuite beaucoup d'autres, aussi bien des intellectuels que des activistes et des personnes sur le terrain.

Au cours des trente à quarante dernières années, nous avons essayé de comprendre et de faire comprendre combien l'évolution au cours des deux ou trois derniers siècles est marquée par une vision du monde et de la nature dominée par la volonté de maîtrise et de puissance, propre à l'Occident moderne. Nos approches étaient diverses mais complémentaires. Nous avons nos manques et nos défauts, nos chamailleries, mais nous avons fait cet effort, nous avons persévéré, et de plus jeunes sont maintenant venus prendre leur « part du colibri pour éteindre l'incendie de forêt », comme dit Pierre Rabhi²⁷. Nous avons essayé d'expliquer que les grands problèmes fondamentaux de notre époque ne peuvent pas être ramenés aux seuls défauts ou perversions intrinsèques du socialisme ou du capitalisme, mais qu'ils relèvent plus radicalement d'une vision du monde implicite qui leur est commune. Commune parce qu'elle a des racines plus anciennes et plus profondes dans la *civilisation* occidentale. Au milieu des admirables créations culturelles, artistiques, spirituelles, politiques, techniques, etc., de l'Europe bimillénaire est sorti aussi, au cours des derniers siècles, un complexe de puissance, de démesure, qui s'est matérialisé dans l'expansion coloniale, l'économie et la techno-science. Ce complexe de puissance a à la fois conquis et séduit le monde. Il va maintenant jusqu'à l'emprise sur toute la biosphère, la fonte accélérée des continents de glace et du permafrost et l'élévation du niveau des mers, plus rapide même que les calculs jusque là les plus pessimistes²⁸.

Mais tous nos efforts pour comprendre et expliquer ont eu peu d'effets auprès des gens en général et des organisations politiques et syndicales en particulier, ils semblent même en avoir de moins en moins. La dynamique proprement capitaliste, avec son emprise sur les médias, les étouffe et les marginalise.

La distinction n'est pas aisée entre ce qui relève fondamentalement de cette vision du monde marquée par la volonté de puissance, l'hubris, la démesure, et ce qui relève plus directement du mode de production capitaliste (ou jadis du mode de production socialiste). Elle est devenue assez claire dans les secteurs de l'énergie ou de l'agriculture, mais elle est plus difficile ailleurs. Il faudra pourtant la maintenir et la faire progresser.

Mais pour l'heure, il faut malheureusement constater que, aux grands problèmes fondamentaux, aux grandes impasses propres à la démesure, le capitalisme absolu et englobant impose les solutions qui lui conviennent. Ce sont celles-ci qui vont également dans le sens de ce qui paraît sans limites, comme la croissance d'un marché et surtout d'un capital financier. Les deux continuent donc à se mouler l'un dans l'autre et à se relancer mutuellement, mobilisant toujours sciences et techniques dans cette unique direction.

Ces solutions, le plus souvent, se retournent contre les gens, contre les salariés ou contre les consommateurs. Voici deux exemples, très schématiquement résumés :

²⁷ Pierre RABHI, *La part du colibri. L'espèce humaine face à son devenir*, Editions de l'Aube, 2011.

²⁸ « Quand la mer monte... plus vite », *Libération*, 16 janvier 2015.

■ La mondialisation inextricable des interdépendances par les technologies conçues exclusivement en fonction de la puissance, se solde par une instabilité croissante qui rend la gestion des entreprises de plus en plus tendue et fébrile. La réponse au niveau radical, fondamental, serait d'envisager les technologies à une tout autre échelle, celle du local et de sa diversification croissante, ce qui réduirait les interdépendances longues et rigides et redonnerait du jeu et du temps de réaction aux acteurs locaux dans leur environnement proche. Autrement dit, de la véritable *flexibilité*, la flexibilité systémique de lieux humains assumant leur propre vie pour l'essentiel.

Mais au lieu de cela, dans le capitalisme absolu et englobant, la flexibilité devient un ensemble de contraintes supplémentaires qu'on inflige aux personnels. Certes, il y a aussi de nouveaux modes d'organisation en réseaux ou autres, qui redonnent un peu de souplesse d'adaptation aux entreprises, mais la plupart des dispositifs de flexibilité jouent sur l'adaptabilité sans fin des salariés, des jeunes embauchés, des chômeurs, aux seules exigences du management : horaires des caissières dans la grande distribution, CDD, contrats de travail « 0 heure » en Grande Bretagne, mobilité professionnelle, recours massif à l'intérim, reconversions incessantes, etc.

■ Les techno-sciences et leurs réalisations industrielles et commerciales à grande échelle comportent des *risques croissants* de tous ordres, qui nécessitent forcément une réglementation de plus en plus compliquée pour prévenir ces risques. Au niveau radical, il serait logique de viser à réduire les risques, et donc d'engager sciences et techniques dans une autre voie, celle d'une intelligence plus fine du vivant et de ses innombrables variantes au sein des écosystèmes locaux et à leur échelle. Mais au lieu de cela, le capitalisme absolu continue à jouer les apprentis sorciers avec des risques énormes, tout en exigeant des gouvernements qu'ils fassent des coupes sombres dans les réglementations foisonnantes, sous prétexte que ce ne sont que des « entraves au commerce déguisées ».

Il ne faut pas confondre les solutions de ce genre, conformes au capitalisme absolu, avec la simple « récupération ». Celle-ci est une astuce commerciale qui consiste à reprendre une critique ou une contestation pour la transformer en argument de vente séducteur, comme le « greenwashing » présente comme « verte » n'importe quelle marchandise. Il s'agit au contraire d'*erreurs d'interprétation* à partir d'un paradigme usé : toute manifestation d'un problème de fond est interprétée comme un « manque de liberté des forces du marché », lesquelles apporteront toujours les solutions économiques les plus viables.

6.2 – Si nos critiques et nos convictions essentielles gardent leur valeur – ce que je crois plus que jamais – il faudra cependant corriger ou abandonner certaines conclusions auxquelles nous étions arrivés, pour recommencer différemment :

a) Depuis 30 ans, il y a certes eu beaucoup d'effondrements locaux : disparition de l'unique employeur dans les régions de mono-industrie (charbon, acier, textile, automobile, agro-alimentaire, etc.). Mais à part quelques tentatives intéressantes au début des années 1980, ces effondrements ne sont plus jamais compris comme une occasion de repartir dans une tout autre direction. Les quelques essais en ce sens ont fait long feu. Quand une entreprise ferme, il y a un baroud d'honneur, on brûle des pneus, on occupe parfois les bâtiments, mais qu'est-ce qu'on demande ? Un repreneur et le maintien des emplois, c'est-à-dire la simple conservation de l'existant et sa poursuite. Ou bien de meilleures mesures de reclassement et d'indemnisation de départ, c'est-à-dire le sauve-qui-peut individuel. D'imagination collective, il n'y en a point ! Et le capitalisme de finance, qui par nature n'est fidèle à rien ni à personne, peut continuer de plus belle !

Il est donc vain de continuer à spéculer sur les belles expériences alternatives que de futurs effondrements locaux permettraient de faire. Des effondrements, il y en aura encore beaucoup et sans doute de plus en plus avec la sauvagerie de la spéculation financière à rentabilité forte et immédiate, mais les mentalités ont été trop laminées pour y envisager « un autre monde possible » et en prendre les risques.

b) Quand un pays entier s'est trouvé plongé dans une grave crise de récession, on a vu apparaître parfois, comme en Argentine dans les années 1990, un climat de réelle résistance et des initiatives originales pour survivre. Mais il a suffi que « la croissance revienne » pour qu'elles se dissolvent.

c) Collectivement parlant, les gens sont de plus en plus imprégnés par la conception individualiste, consumériste et utilitariste de l'existence, avec ce culte du tout-tout-de-suite que la pub omniprésente inculque. Les enfants et les jeunes sont les plus exposés à ce harcèlement, parce que les publicistes les voient comme des cibles privilégiées. Cela ne les prédispose pas à prendre un jour du large pour changer de mode de vie, ni à prendre le risque de s'opposer aux pressions subies dans la vie professionnelle. (Ce qui n'exclut pas, chez les adultes, d'admirables et courageuses conversions personnelles, mais qui restent des exceptions.)

d) Là où elles existent, les initiatives alternatives ne rencontrent pas assez d'intérêt pour attirer, être imitées et se diffuser dans la société. Elles restent un phénomène marginal, voire déclinant. Certes, les générations se renouvellent, des anciens prennent la retraite ou s'en vont, des jeunes arrivent ou recommencent ailleurs, mais le phénomène ne s'étend pas.

e) Quand les gens se révoltent, comme les Indignés en Espagne ou ceux de Occupy Wall Street aux Etats-Unis, ce ne sont que des flambées instantanées, bien dans l'air du temps, et qui peinent vraiment à trouver comment se transformer et durer.

Si l'on veut s'adresser aux gens en espérant les aider à prendre conscience des enjeux fondamentaux, on ne peut plus le faire en considérant que la critique du capitalisme y est implicitement incluse. Il faudra aborder *d'abord* avec eux la critique explicite de ce capitalisme qui nous imprègne. Comment les toucher dans leur adhésion de fait à ce capitalisme, consciente ou non ? Mais comment les toucher de façon à ce que cette critique puisse *en même temps* ouvrir sur des perspectives alternatives, et ne retombe pas dans le moralisme ou les vieilles recettes illusoire ?

Compte tenu du seuil qu'a désormais franchi le capitalisme absolu et englobant, les perspectives alternatives me paraissent donc condamnées à rester longtemps encore marginales. Il y aura d'autres crises financières, d'autres effondrements locaux de l'emploi, d'autres catastrophes technologiques, écologiques et climatiques, etc., avec toutes les misères et les angoisses que cela engendre. Mais ce capitalisme-là pourra encore s'en servir et durer longtemps, faute de résistance suffisante. Il nous entraînera de plus en plus à dégrader les vies humaines, à maltraiter et décimer les espèces animales, à polluer les sols, les mers, la nature dont nous vivons. Et à commettre ou laisser commettre crimes et barbaries.

Aussi notre *civilisation* - la nôtre - n'a-t-elle plus aucune retenue, elle est *déchaînée*.

COMMENCEMENTS...

7.1 – Que reste-t-il alors comme espérance ? De quoi est-il possible de partir malgré tout pour entrevoir un avenir plus humain ? Sur quoi est-il encore possible de se fonder pour amorcer une transformation, créer des bifurcations et des voies nouvelles où se donnerait à éprouver dès maintenant, en germe, combien l'existence pourrait devenir tout autre ?

Eh bien ! quoi qu'on dise, *sur la conscience*. Si tant de forces concourent à l'effacer, à la mettre « hors jeu », elle est pourtant toujours là, au fond de chacun, et plus ou moins active « à la marge ».

Mais il faut *éveiller* sa conscience et la maintenir éveillée. Aider aussi d'autres à éveiller la leur, et réciproquement. Tous les activistes connaissent cela par expérience personnelle, souvent très exigeante. C'est un service mutuel à se rendre, avec tact et respect, précisément.

Les lignes qui suivent s'adressent surtout à ceux et celles qui n'ont pas encore fait les premiers pas sur ce chemin ou très peu. Ensuite, je terminerai par une réflexion qui nous concerne tous, des « débutants » aux activistes chevronnés.

Il n'y a pas de recettes toutes faites à appliquer et il y a autant de points de départ que de personnes. A chacun de partir de ce qu'il est, de sa situation personnelle et de son contexte propre. Mais l'infinie diversité des points de départ peut aller en convergeant, si l'on y veille bien. Le plus important, l'essentiel, c'est la démarche personnelle en ce lieu le plus intime de la liberté de chacun qu'est sa conscience.

On peut schématiser comme suit les étapes d'une conscience d'homme, de femme, qui s'éveille et s'affermi aujourd'hui. Sachant que ces étapes, on est amené à y repasser souvent, parce que jamais définitives et parce que la vie continue avec son flot d'événements. Mais on y repasse avec une expérience chaque fois plus large, plus ferme.

a) Cela commence sans doute par *l'attention*. Faire attention, (ré)apprendre à faire attention, alors que nous sommes de plus en plus sollicités, attirés, happés par la publicité, les médias, les écrans, les messages, les appels sur le portable, la dernière nouveauté à ne pas manquer, les applications sur la tablette, par tout ce qui pousse à sauter de plus en plus vite de l'un à l'autre.

Apprendre à ralentir, à s'arrêter le temps de laisser descendre en soi une impression, un regard, une parole entendue, l'expression d'un visage connu. Et d'y réfléchir. Apprendre à faire attention à l'autre, à ce qui lui arrive, à ce qu'il ou elle peut éprouver. L'autre quel qu'il soit, quelle qu'elle soit. Ce qui est une exigence éthique élémentaire mais aussi, au fur et à mesure qu'on s'y met, un affinement de ses propres capacités à sentir, à éprouver.

Apprendre aussi à chercher régulièrement des moments de silence pour veiller à tout ce ressenti, et pour veiller au meilleur de soi-même.

Apprendre tout cela aux enfants, aux adolescents, mais l'apprendre d'abord soi-même en tant que parent, en tant qu'adulte happé ou fasciné par la même dispersion accélérée. Car sans cette attention active, notre conscience dépérira encore plus.

b) L'attention conduit normalement à se poser ensuite des questions, à *s'interroger* sur ce qu'on perçoit et ressent. « Pourquoi Untel que je connais a-t-il l'air si préoccupé ? Pourquoi, dans mon entreprise, mon administration, mon service, me demande-t-on tout à coup de faire ceci ou cela ? Comment le prix de ce nouveau produit ou service peut-il être si bas ? D'où vient-il ? Quelles sont les conditions de travail là-bas, au loin ? » Etc.

c) Ces questions qu'on commence à se poser poussent à vouloir en savoir plus, à *s'informer pour mieux comprendre*. Mais s'informer est une attitude *active* : il faut chercher soi-même, interroger d'autres

personnes pour découvrir comment s'y prendre et où commencer. L'information pertinente ne vient pas toute seule. Et même si elle est devant vous, à portée de main, de regard, d'oreille, elle n'est réellement perçue qu'à partir du moment où c'est votre curiosité active qui la saisit. Sans cette activité, elle n'est qu'un support matériel mort.

Il existe des centaines de livres en français, quantité de sites sur le web, des périodiques, etc., où l'on peut s'informer pour mieux comprendre ou pour savoir quelles démarches de rupture ont déjà été faites par certains ici et là. Mais elles sont à chercher, loin des projecteurs que les médias dominants braquent sur l'actualité immédiate.

d) A partir du ressenti sensible et intuitif de l'attention, puis des informations et de la volonté de comprendre, la conscience met ainsi *toute la raison* à l'oeuvre, la stimule, l'aiguillonne. (La raison qui dépasse la seule rationalité, qui englobe et cherche à situer la rationalité à sa juste place.) Le travail de la raison fera comprendre des choses, voire même percevoir *autrement* ce qu'on croyait connaître. C'est-à-dire changer *d'interprétation*.

Il n'y a en effet pas de « faits bruts ». Aucun « fait » n'existe en-dehors d'une interprétation humaine qui lui donne un sens. C'est déjà vrai au niveau des perceptions sensorielles : il n'y a de bruit ou de couleurs que parce qu'il y a une oreille ou un œil humain qui les perçoit. Sans la perception humaine qui les interprète, il n'y a que des vibrations de l'air ou des longueurs d'ondes. Même dans les sciences, il n'y a pas de « données brutes » : toute observation est située à l'intérieur d'une théorie qui permet de lui donner une signification. Si une théorie nouvelle s'impose, un paradigme nouveau, la même donnée devra être interprétée différemment.

A fortiori dans les champs des sciences de l'homme et dans nos activités quotidiennes. Que veut dire, par exemple, l'information perçue : « les ventes de la toute jeune entreprise française X sur le marché brésilien sont passées de 100 millions à 200 millions d'euros en un an et demi » ? Selon une première interprétation c'est un succès remarquable à l'exportation. Selon une autre, cela signifie au contraire que tant et tant de salariés brésiliens d'entreprises concurrentes ont perdu leur emploi. Selon une troisième, c'est la promesse de juteux bénéfices à capter au plus vite. Selon une quatrième, le produit de cette entreprise est « génial », alors qu'une cinquième y verra un produit polluant ou socialement nuisible, etc.

Au-delà des arguments de la raison en faveur de l'une au l'autre de ces interprétations, c'est en dernière instance la conscience qui doit trancher. C'est en conscience qu'on se détermine pour une interprétation plutôt qu'une autre. « Et moi, qu'est-ce que j'en pense, au fond de moi-même ? »

e) Vient ensuite le temps de la décision à prendre. La conscience se trouve devant l'obligation de s'engager d'une façon ou d'une autre (bonne ou mauvaise, il ne s'agit pas d'en juger ici). Elle sent qu'il faudrait opter, changer de point de vue, penser autrement, puis faire quelque chose : dire telle ou telle parole, oser tel ou tel acte... « Mais cela va me coûter, alors, je le fais, oui ou non ? Et si c'est plus ou moins risqué, est-ce que j'oserai en assumer les conséquences ? » Etc. C'est le temps du *discernement*. Si on va à contre-courant, il y faut du courage.

f) Et puis, il y a cette chose grande et magnifique dont seule la conscience est capable : le retour critique sur soi-même, *l'autocritique*. L'autocritique de ses actes et comportements passés, qui permet d'y reconnaître plutôt une faute, une injustice, un mensonge, une lâcheté, une compromission,... Autocritique saine et responsable (et non pas culpabilisation) qui les transforme de ce fait en expérience assumée et rend capable d'un meilleur discernement par la suite.

L'autocritique la plus admirable étant sans doute celle des convictions auxquelles on tenait jusque là comme des évidences, des évidences rassurantes puisque confirmées par tout le groupe social auquel on s'identifie. Autocritique qui va jusqu'à remettre totalement en cause ses convictions et à perdre de ce fait ses repères fondamentaux, voire l'estime de ses proches, son statut social, pour oser penser différemment et par soi-même. Autocritique qui oblige à s'aventurer en terre inconnue et à se laisser transformer, à devenir autre que ce que l'on croyait confortablement être.

Plus la conscience est éveillée et active, plus les décisions qu'on prend construisent et révèlent la personne qu'on est, qu'on devient. Ainsi la conscience est-elle la source même de la liberté, la source où

toute personne puise des énergies insoupçonnées et se révèle à elle-même et aux autres à travers les options qu'elle fait au fil des jours et des situations de la vie. Des options qui sont parfois des ruptures décisives, mais aussi des actes créateurs.

g) La conscience est le lieu le plus intime de chaque être humain, le lieu le plus secret. Et c'est de là que peuvent toujours partir le retournement, le sursaut, le refus courageux, l'idée folle et l'acte en conséquence, qui deviendront autant d'appels à la conscience d'autres hommes, d'autres femmes.

Tout au long de l'histoire humaine, si tragique qu'elle ait été, les commencements ont toujours eu comme origine la surprenante liberté de quelques consciences personnelles. Et des débats intérieurs de quelques consciences personnelles qui ensuite se révèlent, se mobilisent et en interpellent d'autres, naissent les mouvements collectifs. Lesquels mettent d'autres consciences au pied du mur : sortir ou non de leur conformisme, de leur soumission ou de leur avilissement.

Le savent bien, par expérience personnelle, toutes celles et tous ceux qui se sont engagés – parfois depuis longtemps – pour plus de justice, dans des actions avec les plus pauvres, dans des associations, des ONG, des réalisations de type alternatif, écologiste, anti-développementaliste, « décroissant »,...

Il n'y aura cependant aucun phénomène collectif d'ampleur suffisante pour amorcer une reconstruction alternative du monde si d'autres, beaucoup d'autres ne font pas ce retour sur eux-mêmes, cet arrêt pour écouter une petite voix au plus secret de leur conscience qui leur chuchote peut-être de temps à autre : « Mais pourquoi continuer comme ça à penser et à faire comme les autres ? (comme ma bande de copains, ou mon entourage familial, ou mon milieu professionnel, ou ma communauté...). Et si je décidais de faire de ma vie autre chose que cela ? »

7.2 - A ceux et celles qui feront ce pas, comme à ceux et celles qui l'ont déjà fait, le totalitarisme actuel imposera toutefois un affrontement qui exigera d'eux du courage. Sans doute plus de courage qu'au cours des décennies après 1968, en tous cas du courage sous une autre forme. On espérait alors de grands bouleversements sociopolitiques qu'on voyait proches ou pas trop lointains, mais dont les modèles étaient les « luttes » (révolutionnaires) ou la « résistance » (victorieuse) ou la « marginalité volontaire » (séduisante). Le courage qu'il faudra désormais relèvera bien plus, me semble-t-il, du modèle de la « *dissidence* ».

Le terme est apparu, avec sa signification politique spécifique, en URSS et dans les pays du bloc soviétique avant la chute du mur de Berlin. Il commence à être repris ici et là pour désigner justement l'attitude requise quand on conteste quelque chose dans le totalitarisme actuel. Ce n'est pas que « lutte », « résistance » et « dissidence » s'opposent : il y a toujours un peu des trois dès qu'on refuse activement une oppression aux dimensions écrasantes, et qu'on cherche les voies de la liberté et de la justice. Mais selon le contexte historique, l'accent est mis plutôt sur l'un ou sur l'autre. Et selon l'évolution d'un contexte donné, l'accent passera par exemple de la dissidence à la lutte, ou inversement. Dans l'alliance des trois, le centre de gravité des personnes n'est pas toujours le même.

La dissidence est un *retrait*, mais elle n'est pas le repli sur soi ni sur des lieux de contre-culture (qui peuvent devenir autant de communautarismes identitaires, si l'on n'y prend pas garde). Elle est un *retrait par souci aigu d'un monde commun à faire advenir*.

La différence avec la « marginalité volontaire », qui connaissait aussi ce souci, c'est que la dissidence le porte en sachant mieux que cela passe par une certaine solitude qui peut être longue.

La dissidence fait mieux place à l'impuissance personnelle qui est ressentie face à l'énormité d'un système, au milieu d'un océan d'indifférence ou de peur. Elle l'accepte, elle l'assume. Non pas comme pour se résigner, mais pour être d'autant plus attentive à toutes les ressources insoupçonnées en soi-même et à leurs signes chez les autres. Elle oblige à une attention plus vive aux ressources intérieures, celles qui se mueront un jour en actes créateurs.

Dans les régimes communistes, la dissidence restait cependant le fait surtout d'intellectuels et d'artistes. Aujourd'hui et demain, sur notre planète Terre, les dissidents seront de milieux sociaux et professionnels les plus divers, ils seront de n'importe quel pays et de n'importe quelle langue. Ils surgiront ici et là, chaque fois qu'une conscience d'homme, de femme fera un pas de liberté pour s'opposer à ce que, dans ce totalitarisme, on veut faire d'elle, ou faire subir à d'autres.

Tous ceux, toutes celles qui dans leur vie ont posé d'authentiques actes de liberté – de ces actes qui ne venaient que de leur conscience et qui demandaient un certain courage – tous ceux-là savent qu'on éprouve alors quelque chose d'infiniment précieux : une *joie intime, imprenable*, qui dilate corps et esprit, très différente de la satisfaction ou du plaisir, qui sont sur d'autres plans. L'évidence joyeuse d'avoir été *vrai*, absolument soi-même, et plus seulement un personnage préfabriqué, ou un rôle, une fonction définie par un système.

Cette joie intime, imprenable, que tout être humain peut éprouver, si seulement il ose se risquer librement, est le *signe universel* qu'il est donné à chacun, quel qu'il soit, de pouvoir contribuer à ce que naisse un jour sur cette Terre, si belle mais si meurtrie, un vivre-ensemble digne et pacifié.

Remerciements

Je remercie Gérard Anquez, Patrice Buisson, Philippe Collod, Etienne Fouilloux, Jacques Gagneur, Alain Gras, Serge Latouche, Gilles Luquet, Jean-Marc Luquet, Eric Marchand, Olivier Martinon, Marie-Pierre Najman, Gilbert Rist et Farhan Yazdani, qui ont pris le soin de lire une première version de ce texte. Leurs critiques pertinentes, leurs appréciations et leurs informations précieuses m'ont beaucoup encouragé. J'assume évidemment seul la responsabilité de la présente version, plus longue.

Mai 2015